

Conjoncture/1er semestre 2018

Les prix toujours plus hauts !

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

Sur les six premiers mois de l'année 2018, tous les postes de dépenses majeurs des foyers (alimentation, eau, électricité, transport, santé, enseignement) ont augmenté inexorablement, fragilisant davantage le pouvoir d'achat déjà assez faible des ménages. Le gouvernement semble impuissant. En dépit de toutes les actions menées (plafonnement et encadrement des prix de certains produits de première nécessité) pour stopper cette inflation galopante.

TOUTES les mesures d'encadrement contre la hausse des prix adoptées par le gouvernement seraient-elles, à ce point, inefficaces ? Tout porte à le

croire, au vu de la hausse continue des prix des produits de consommation courante.

Selon l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), les tensions inflationnistes observées depuis le quatrième trimestre 2017 restent persistantes à fin juin 2018. En effet, sur les six premiers mois de l'année, le taux d'inflation mesuré par l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est situé à 3,6% contre +3,4% sur la même période en 2017. Une progression de 4,5% des prix a été observée au second trimestre 2018 contre 2,7% au premier trimestre de la même année. Par fonction, la hausse des prix provient essentiellement des postes suivants : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,6%) ; logement, eau, gaz, électricité (+3,4%) ; meubles, ar-

tibles de ménages, entretien (+3,9%), ; santé (+4,3%) ; transport (+6,3%) ; communications (+12,9%) ; loisirs et cultures (+6,3%) et enseignement (+34,8%).

L'accroissement des prix des produits alimentaires est principalement prononcé sur les pains et céréales (+2,0%), lait, fromage et œufs (+3,0%) ; légumes et tubercules (+2,5%). D'après la direction générale de la Statistique (DGS), ces évolutions reflètent la tendance à la hausse des cours internationaux de ces produits. La hausse des prix de transport découle notamment de la baisse de l'offre de transport en commun urbain (opérations de contrôle municipal des documents de transport) et de la hausse de prix du carburant à la pompe entre janvier et mai 2018 (+10,8% pour le litre d'es-

Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupements	Poids	Taux d'inflation (%)						Premier semestre				Glissement (%)
		2017		2018		Indice moyen		Var(%)				
		T1	T2	T1	T2	2017	2018	2017	2018			
<b>INDICE GLOBAL</b>	10000	3,3	3,5	3,1	0,8	2,7	4,5	133,1	137,8	3,4	3,6	3,4
<b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	1291	-0,1	0,7	-0,5	-3,0	0,3	2,9	139,1	141,3	0,3	1,6	3,9
Pain et céréales	673	0,0	0,9	1,0	-2,7	0,6	3,3	129,0	131,3	0,2	2,0	0,8
Lait	720	-2,4	-0,7	-0,2	-4,5	-3,0	-2,0	134,1	139,2	-0,5	-3,0	-2,9
Fromage et produits laitiers	446	3,2	0,8	0,0	3,3	-0,4	2,2	153,2	149,4	0,3	0,7	2,9
Œufs	541	0,7	3,0	3,7	4,1	3,4	3,6	125,4	129,1	0,4	3,0	4,7
Viande et poisson	147	0,8	5,6	0,6	0,8	1,6	2,5	126,0	132,6	2,1	2,1	1,8
Légumes et tubercules	134	3,1	-3,0	-0,1	-11,2	-2,9	0,1	144,1	149,0	-0,4	2,1	10,6
Boissons alcoolisées et tabac	183	0,8	4,1	3,3	1,8	2,2	0,2	128,1	126,6	2,4	1,2	-0,1
Articles d'habillement et chaussures	794	2,1	1,4	1,0	0,7	1,2	1,4	137,7	139,4	1,7	1,3	1,6
Logement, eau, gaz, électricité	2053	11,9	12,3	12,5	2,6	2,9	3,8	139,2	143,9	12,4	3,4	3,1
Meubles, articles de ménage, entretien	561	-0,1	0,2	1,0	1,7	3,0	4,8	122,9	127,7	0,9	3,9	4,8
Santé	387	-3,1	2,6	2,4	3,1	2,2	6,3	100,1	104,6	0,7	4,3	6,0
Transport	900	0,7	5,1	3,4	3,5	4,6	6,0	148,7	157,5	4,9	6,3	10,6
Communications	365	-0,4	0,0	4,9	4,9	13,7	12,2	41,0	68,8	-0,8	12,9	12,2
Loisirs et cultures	303	1,0	-1,4	-2,8	2,7	5,6	6,9	120,9	128,4	-0,2	6,3	6,5
Enseignement	170	1,2	1,7	12,7	34,8	18,2	34,3	113,2	132,6	1,3	34,8	34,3
Restaurants et hôtels	466	2,3	-0,1	-1,1	-1,6	1,4	4,3	130,5	134,2	0,6	2,8	4,4
Biens et services divers	275	3,7	1,9	1,7	1,6	3,1	3,5	146,6	140,2	2,8	2,4	1,8

Evolution des prix au 1er semestre 2018.

sence et +13,0% pour le litre du gaz). L'augmentation des prix de la fonction « Logement, eau, gaz et électricité » provient de la progression des coûts de fuel en lien avec la forte consommation de car-

burant par les unités de production d'électricité (centrales thermiques). L'accélération des prix dans les Communications (+12,9%) concerne essentiellement le matériel de communication.

La hausse des prix dans l'enseignement, amorcée depuis septembre 2017, s'explique par l'augmentation des frais d'inscription dans les établissements secondaires et supérieurs.

Règlement de la dette publique  
Des efforts appréciables

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de Fcfa	Evolution trimestrielle		Premier semestre			
	2018		Cumul		Poids	Var 18/17
	T1	T2	2017	2018	2018	
<b>Dette extérieure</b>	28,5	89,0	99,0	117,5	45,3%	18,7%
Multilatérale	9,1	11,2	11,7	20,3	7,8%	73,9%
Bilatérale	6,9	22,5	6,3	29,4	11,3%	366,7%
Commerciale	12,5	14,9	38,6	27,4	10,6%	-29,0%
Marché financier International	-	40,4	42,4	40,4	15,6%	-4,7%
<b>Dette intérieure</b>	35,50	106,30	80,50	141,90	54,7%	76,3%
Bancaire	23,5	18,0	35,8	41,5	16,0%	15,9%
Moratoires	6,5	30,5	29,2	37,0	14,3%	26,7%
Divers	-	2,0	5,9	2,0	0,8%	-66,1%
Marché financier Régional	5,50	55,80	9,60	61,40	23,7%	539,6%
<b>Total</b>	64,0	195,3	179,5	259,4	100,0%	44,5%

Evolution du règlement de la Dette.

MSM  
Libreville/Gabon

Malgré une hausse du stock de la dette publique sur les 6 premiers mois de l'année, en raison de l'appui financier des bailleurs de fonds, le gouvernement a accéléré la cadence de ses règlements auprès de ses partenaires privés locaux et extérieurs, à hauteur de 259,4 milliards de francs.

SELON la direction générale de la Dette, au premier semestre de l'année 2018, l'Etat a continué à honorer ses engagements financiers vis-à-vis de ses créanciers. En effet, le règlement de la dette publique s'est établi à 259,4 milliards de F.CFA dont 18,6 milliards d'arriérés. Par rapport à la même période en 2017, le volume des règlements est en

hausse de 44,5%, suite à l'accroissement des paiements de la dette extérieure et de la dette intérieure. Le règlement de la dette extérieure de 117,5 milliards de F.CFA, soit une hausse de 18,7%, concerne la dette bilatérale et la dette multilatérale. Il tient compte d'un paiement d'arriérés à hauteur de 14,2 milliards de F.CFA, soit 13,4 milliards au profit des créanciers commerciaux et 811 millions pour les créanciers bilatéraux. L'augmentation de 76,2% du paiement de la dette intérieure à 141,8 milliards de F.CFA, est relative à l'accroissement du règlement dans la quasi-totalité de ces composantes. Ce montant intègre 4,4 milliards de F.CFA d'arriérés, soit 816 millions sur le moratoire, 1,9 milliard au titre des divers intérieurs et 1,6 milliard aux banques. PRUDENCE \* Toutefois, l'encours de la dette pu-

blique du Gabon a augmenté de 20,2% pour se situer désormais à 4939,8 milliards de F.CFA. Tout comme en 2017, la hausse du stock de la dette publique est imputable essentiellement à l'accroissement de l'encours de la dette intérieure (+58,9%). La hausse de la dette intérieure provient principalement du renforcement de la dette bancaire et du moratoire. L'augmentation de la dette extérieure (+8,0%) est due au renforcement des engagements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, en dépit du repli de ceux auprès des autres créanciers. Le portefeuille de la dette publique se décompose comme suit : 68,3% de dette extérieure contre 76,9% en 2017 et de 31,7% de dette intérieure contre 23,1% l'année précédente.

LOXIA Crédit Express Rentrée Scolaire

Souriez c'est déjà la Rentrée Scolaire avec LOXIA.

Obtenez un Crédit de 5 000 000 Fcfa en 3 jours

BP : 1246  
Tél : (+241) 01 74 05 58  
(+241) 04 20 05 92  
(+241) 07 21 36 10

E-mail : loxiaservices@bgf.com  
www.groupebgfbank.com

LOXIA  
Une Société du Groupe BGF Bank